

État néolibéral et régressions démocratiques dans les politiques publiques d'éducation

Estado neoliberal e retrocessos democráticos nas políticas públicas de educação

Neoliberal state and democratic setbacks in public education policies

Estado neoliberal y retrocesos democráticos en las políticas públicas educativas

Entrevista: Christian Laval

Maria Vieira da Silva¹
Universidade Federal de Uberlândia



[CC BY-SA 4.0](#)

Christian Laval, doutor em sociologia, é membro do GÉODE (Groupe d'étude et d'observation da démocratie, Paris X Nanterre/CNRS) e do Centro Bentham. Também é investigador do Institut de recherches da Fédération syndicale unitaire e membro do conselho científico de Attac. Especialista na filosofia utilitarista de Jeremy Bentham, tem traduzido e apresentado (com Jean-Pierre Cléro) a obra de Jeremy Bentham *De l'ontologie et autres textes sur l'hes fictions* (Seuil, col. « Points », 1997). Também redigiu as notas e a nota final do *Panóptico* e de *Escritos sobre a homossexualidade*. Participa na *Revue du MAUSS* com artigos relacionados com temas sociológicos.

Résumé: Les théories du sociologue français Christian Laval ont constitué des références importantes pour les chercheurs dans le domaine des sciences humaines. Ses analyses se concentrent de manière dense sur les dimensions de la nouvelle rationalité politique, qui transversalise les gouvernements, l'économie, la société et l'État et porte sur la production de subjectivités et la régulation des stocks. Dans cette interview, Laval nous permet de comprendre le parcours de ses formulations sur le "Nouveau néolibéralisme" soutenu par des politiques économiques d'austérité, la marchandisation des relations sociales et de la dictature des marchés financiers ainsi que le rôle de l'école dans le processus de production de subjectivités pour la rationalité politique de la logique néolibérale contemporaine.

Mots-clés: Nouveau néolibéralisme. État et politiques d'austérité. Éducation scolaire.

¹ Doutora em Educação pela Universidade Estadual de Campinas (UNICAMP), com estágio de pós-doutorado, realizado no Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris–Université Paris VIII. Professora do Programa de Pós-graduação em Educação da Universidade Federal de Uberlândia. Bolsista de Produtividade em Pesquisa do Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico (CNPq). Membro do Grupo de Trabalho Estado e Políticas Educacionais da Associação Nacional de Pós-graduação e Pesquisa em Educação (ANPEd) e membro do Centro de Estudos Educação e Sociedade (CEDES). E-mail: mvieiraufu@ufu.br; Lattes: <http://lattes.cnpq.br/0726794592785841>; ORCID: <https://orcid.org/0000-0002-4510-0844>.

Resumo: As teorizações do sociólogo francês Christian Laval têm se constituído em importantes referenciais para pesquisadores da área de humanidades. Suas análises enfocam de forma densa dimensões da nova racionalidade política, a qual transversaliza governos, economia, sociedade e Estado e incidem sobre a produção de subjetividades e regulação das existências. Na presente entrevista, Laval nos possibilita compreender o percurso de suas formulações sobre o denominado “Novo neoliberalismo” sustentado por políticas econômicas de austeridade, pela mercantilização das relações sociais e da ditadura dos mercados financeiros como também o papel da escola no processo de produção de subjetividades para a racionalidade política da lógica neoliberal contemporânea.

Palavras-chaves: Novo neoliberalismo. Estado e políticas de austeridade. Educação escolar.

Abstract: The theories of French sociologist Christian Laval have become important references for researchers in the humanities. His analysis densely focuses on the dimensions of new political rationality, which cuts across government, economy, society and the state and focuses on the production of subjectivity and the regulation of existences. In this article, Laval helps us understand the course of his formulations on the so-called "New neoliberalism" supported by economic policies of austerity, the commodification of social relations and the control of financial markets as well as the role of schools in the process of production of subjectivity for the political rationality of contemporary neoliberal theory.

Keywords: New neoliberalism. State and austerity policies. Schooling.

Resumen: Las teorías del sociólogo francés Christian Laval se han convertido en referencias importantes para los investigadores en humanidades. Sus análisis se centran densamente en dimensiones de la nueva racionalidad política, que atraviesa los gobiernos, la economía, la sociedad y el Estado y se centra en la producción de subjetividades y la regulación de las existencias. En la presente entrevista, Laval nos permite comprender el curso de sus formulaciones sobre el llamado “Nuevo neoliberalismo” sustentado en políticas económicas de austeridad, en la mercantilización de las relaciones sociales y la dictadura de los mercados financieros, así como el papel de la escuela en el proceso de producción de subjetividades para la racionalidad política de la lógica neoliberal contemporánea.

Palabras clave: Nuevo neoliberalismo. Políticas de Estado y de austeridad. La escuela

REPOD: Vos travaux jouent actuellement un rôle important dans la critique de la société contemporaine. Ce sont des références importantes pour les chercheurs en sciences humaines. Pourriez-vous faire une brève synthèse de votre parcours académique et fournir quelques clés des théories que vous avez construites tout au long de votre parcours?

Laval: J'ai commencé ma carrière professionnelle en enseignant au lycée comme professeur de sciences économiques et sociales. Je me suis beaucoup investi dans le syndicalisme, en élaborant un projet de «recherche syndicale» et en animant un «institut de recherche syndicale» concerné par les questions éducatives en général, en relation avec les évolutions économiques et sociales. C'est d'abord dans ce cadre que j'ai développé une «sociologie politique de l'éducation», à la fin des années 90. J'ai toujours été très sensible aux modalités d'exercice du pouvoir dans le système scolaire, et c'est cela qui m'a conduit dès les années 90

à penser que l'école connaissait partout dans le monde une mutation vers « l'école-entreprise ». J'ai mis une dizaine d'années à accumuler les matériaux nécessaires pour documenter et rédiger le livre qui a pour titre *L'école n'est pas une entreprise* (2003). Mais j'avais déjà écrit beaucoup d'articles et coordonné quelques brochures collectives qui analysaient la nouvelle normativité qui s'imposait aux systèmes éducatifs, et ceci notamment à travers la littérature produite par les grandes organisations internationales comme le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'Union européenne, etc.

Parallèlement à ces travaux de sociologie critique, j'ai continué à mener une recherche très longue d'un autre ordre, de nature apparemment beaucoup plus académique, sur l'utilitarisme en général et sur Jeremy Bentham en particulier. Je l'ai commencée au milieu des années 80 et poursuivi jusque vers 2010. Cela peut paraître étrange de le dire ainsi, mais c'est le croisement de ces recherches, l'une sur un objet actuel, l'école, l'autre de nature plus historique et plus théorique, l'utilitarisme, qui m'a donné le fil de tout le travail sur le néolibéralisme que j'ai par la suite mené seul ou avec Pierre Dardot, et aujourd'hui au sein d'un collectif élargi, le Groupe d'études sur le néolibéralisme et les alternatives (GENA). Au départ, j'ai eu l'intuition que l'utilitarisme est l'expression doctrinale d'une nouvelle figure de l'homme, qu'il est la formulation la plus nette d'un discours social plus large qui fait de l'individu un être égoïste et maximisateur. C'est sur ce discours normatif et sur cette nouvelle subjectivité que s'est appuyé le capitalisme pour se développer. J'ai écrit un ouvrage qui synthétise cette recherche et qui a pour titre *L'Homme économique* (2007). Quel rapport avec l'école? Si l'on suppose que le système économique dominant doit trouver un «matériau humain» à sa convenance, ayant les dispositions éthiques et les auto-représentations nécessaires à son intégration dans le monde des échanges marchands et à sa soumission à la logique de l'accumulation, alors il convient de s'intéresser à tout ce qui produit des subjectivités et des moralités capitalistes. L'école fait partie du «système de production» des subjectivités dans une société. Ses transformations actuelles doivent être comprises comme autant de tendances puissantes qui visent à produire à une échelle de masse des sujets capitalistes. Weber et Foucault ont montré la voie.

Évidemment tout ce travail de diagnostic serait désespérant si l'on n'étudiait pas en même temps tout ce qui est venu résister à cette subjectivation capitaliste. C'est justement l'objet et l'intention de la thèse que j'ai faite tardivement, et qui m'a pris beaucoup de temps. Elle porte sur l'histoire de la sociologie classique regardée comme un mouvement, évidemment assez diversifié selon les auteurs et les courants théoriques, de résistance intellectuelle à l'utilitarisme. J'ai publié cette histoire sous le titre *L'Ambition sociologique* (2001). De façon un peu mégalomane, j'ai inscrit tout mon travail comme s'il était une poursuite de la tradition anti-utilitariste de la sociologie classique. Ce volet de mon travail est lié à l'un des pôles de la sociologie française contemporaine autour de la Revue du MAUSS (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales), dont l'axe central consiste à voir dans l'utilitarisme le socle anthropologique des sociétés modernes.

A partir de 2004, avec Pierre Dardot, nous avons lancé notre propre collectif intitulé *Question Marx*, qui a eu pour ambition de «renouveler la pensée critique». Nous étions insatisfaits du fait du manque de travail théorique sérieux dans les mouvements de résistance au néolibéralisme et dans l'altermondialisme. Il nous semblait qu'il fallait revenir sur un certain nombre de questions fondamentales: le néolibéralisme, le capitalisme, la pensée de Marx et le marxisme contemporain, les formes de luttes et les expérimentations qui dessinaient une ou des alternatives, l'Etat contemporain, etc. Tout un programme de travail collectif s'est alors mis en place qui a donné lieu à une série de livres co-écrits essentiellement par Pierre Dardot. C'est toujours difficile de répondre à une question sur un «parcours». Je le résumerai en disant qu'il y a eu trois pôles distincts et parallèles du travail: la sociologie politique de l'éducation, en lien avec le syndicalisme enseignant ; la genèse de la représentation utilitariste de l'individu

et de la société et l'histoire de l'opposition sociologique à l'utilitarisme, en rapport avec le mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales ; le projet de renouvellement de l'outillage critique dans le cadre d'un travail collectif.

REPOD: Plus d'une décennie après la parution du livre «La nouvelle raison du monde», quels éléments jugez-vous importants pour rendre actuelles les thèses sur les relations entre l'État et le marché que vous avez présentées, en 2009, lors du lancement de ce livre?

Laval: La Nouvelle raison du monde a été rédigée sous l'effet d'un constat: le néolibéralisme non seulement triomphe partout mais il s'inscrit profondément dans le corps social et dans les subjectivités contemporaines. Affronter le néolibéralisme ce n'est pas le dénoncer même bruyamment c'est d'abord le comprendre dans sa logique interne, le considérer comme une «normativité qui n'a aucune frontière et aucune limite». Sur le plan doctrinal, c'est une vision complète de l'homme et de la société, sur le plan pratique, c'est un ensemble de techniques de gouvernementalité qui visent à changer le fonctionnement social, à le subordonner entièrement à la rationalité capitaliste de la concurrence, de l'efficacité, de la rentabilité. Il était très important il y a une dizaine d'années d'exposer cette normativité générale, de ne pas en avoir une conception trop restreinte, comme celle des économistes critiques par exemple, qui dénonçaient avec raison les politiques monétaristes et les politiques budgétaires restrictives mais qui ne parvenaient pas à voir au-delà de la sphère économique. C'est toute la société, c'est même tout l'humain qui fait l'objet des politiques et des techniques néolibérales de «management». Mais il était aussi important de faire la différence entre libéralisme classique, de type «laisser-fairiste» et néolibéralisme moderne. Ce dernier n'est pas le retour d'Adam Smith, et le terme «d'ultra-libéralisme» n'est pas satisfaisant. Le néolibéralisme ne nie pas le rôle de l'État, bien au contraire. Il lui donne la fonction centrale d'assurer les conditions juridiques, politiques, culturelles du libre marché, mais plus encore, de créer toutes les conditions institutionnelles et subjectives pour que toute la société s'adapte et se conforme à la logique de la concurrence. Pour le dire autrement, l'État néolibéral agit de sorte que la rationalité capitaliste devienne la rationalité générale de la vie humaine. Tout ce travail avait aussi un but assez précis et qui concernait surtout l'espace européen: il fallait montrer que dès le début la construction institutionnelle de l'Union européenne était bâtie sur un socle néolibéral, et plus précisément sur le socle de l'ordolibéralisme allemand. Ce qui permettait d'expliquer comment la social-démocratie européenne s'était laissée prendre au piège de ce processus et pourquoi elle s'était laissée condamner à mener elle-même des politiques néolibérales. Ce qui a entraîné son déclin et a favorisé la montée de l'autoritarisme et du néofascisme dans presque tous les pays européens et bien au-delà.

REPOD: L'arrivée au pouvoir des gouvernements d'extrême droite dans plusieurs pays du monde a aggravé les effondrements de l'État de droit et entravé la construction de la citoyenneté. Comment penser le «nouveau néolibéralisme» au cœur de la rationalité politique et de la logique normative qui régit les relations de pouvoir à l'heure actuelle?

Laval: Il est vrai que nous avons utilisé l'expression de «nouveau néolibéralisme» à un certain moment pour qualifier les politiques et le style autoritaire de Trump, Bolsonaro, Orban et de quelques autres du même genre. L'expression n'était pas très bonne, mais elle était nécessaire à titre provisoire. Elle désignait ce mélange surprenant de traits populistes, fascistes, nationalistes, racistes avec des caractéristiques plus classiquement néolibérales. Alors que le néolibéralisme avait donné plutôt l'impression en Europe et même aux Etats-Unis de pouvoir

se combiner avec les aspirations à plus de libertés civiles et individuelles, et même à un certain «esprit libertaire» issu de la contre-culture et de la contestation de 68, à une certaine ouverture culturelle sur le monde accompagnant la mondialisation économique, il s'est assez soudainement montré sous un visage très différent, dans une configuration culturellement et socialement hyper-réactionnaire, selon une composition sociologique elle-même assez différente, associant les secteurs les plus conservateurs, les plus rétrogrades et les plus religieux au Big business. En réalité, ce n'est pas un «nouveau néolibéralisme», c'est l'une des deux branches ou figures possibles du néolibéralisme. Nous avons essayé de clarifier cela dans un livre écrit à quatre, et qui vient d'être traduit en portugais (*A escolha da guerra civil*, Elefante, 2021). Notre propos est le suivant: il ne faut pas parler d'un «nouveau néolibéralisme» mais faire «une autre histoire du néolibéralisme» qui prenne en compte sa dimension stratégique et sa violence intrinsèques. Dès sa naissance, le néolibéralisme désigne ses ennemis et réfléchit au moyen de les combattre. Les ennemis, ce sont tous ceux qui mettent en question l'ordre de marché, considéré comme le «chef d'oeuvre» de la «civilisation occidentale». Le grand moyen d'imposer une société de marché c'est l'État fort, y compris par le recours à la dictature s'il le faut. Nous avons trop négligé cette dimension de la violence étatique dans nos premiers travaux, trop centrés sur les pays du Nord. C'est pourquoi, et de façon très délibérée, notre premier chapitre porte sur le coup d'État de Pinochet en 1973. Mais ce ne sont pas les seuls gouvernements d'extrême droite qui assument une violence de plus en plus ouverte. En France, le gouvernement d'«extrême centre» de Macron emploie aussi la violence d'État contre les opposants à sa politique et cherche à criminaliser la gauche intellectuelle et politique en l'accusant de complicité avec le terrorisme islamiste.

REPOD: Au Brésil, on assiste aux retentissements de la montée au pouvoir des alliances conservatrices dans le domaine des politiques et des pratiques éducatives à travers la «militarisation des écoles» et les dynamiques idéologiques propagées par le mouvement «École sans parti». Quels liens est-il possible d'établir entre la recrudescence des conceptions racistes, patriarcales, coloniales et antidémocratiques qui traversent les structures de pouvoir dans le tissu social et l'ethos scolaire?

Laval: Les gouvernements néolibéraux, dans le domaine scolaire et universitaire, combinent deux stratégies qui sont devenues avec le temps très complémentaires, l'une qui vise à asservir le plus directement possible l'univers éducatif et scientifique aux intérêts étroits des puissances économiques privées et à la rationalité capitaliste, l'autre qui vise à combattre et éliminer toutes les pédagogies et toutes les connaissances qui échappent encore à cette «nouvelle raison du monde», et qui sont donc considérées comme «dangereuses» pour le système dominant. D'où la grande régression à laquelle on assiste dans de très nombreux pays en matière d'idéal scolaire et de finalités de l'éducation. Tout ce qui relève de l'esprit des lumières et de la tradition républicaine est attaqué. Les motifs idéologiques peuvent varier. Ils peuvent aller du fanatisme religieux jusqu'à l'appel à une laïcité dont le sens est complètement dévoyé. Je sais bien que le niveau de répression contre les enseignants a pris un tour dramatique au Brésil. En France, à un degré de violence directe bien moindre, des attaques contre les universitaires et contre les enseignants en général sont également menées par le gouvernement et la droite au nom de la lutte contre l'influence fantasmée de l'islam et contre le «wokisme», le nom du nouvel ennemi. La «République» devient ainsi le terme sacré d'une nouvelle religion qui doit en combattre une autre. Les idéaux de tolérance, de citoyenneté, de liberté d'esprit sont bafoués. On constate ainsi combien le néolibéralisme a affaibli jusqu'à les menacer d'extinction les traditions libérales, démocratiques, républicaines qui ont pendant un siècle ou deux façonné l'éducation publique. Comme le soulignait en son temps Bourdieu, c'est la

civilisation même qui est danger de régression par ces agressions anti-intellectuelles, anti-scientifiques, obscurantistes. Tout se passe comme si le programme de l'extrême droite nord-américaine (lutte contre le «wokisme», dénonciation de toutes les luttes des minorités, combat contre les supposées «théories du genre», climatoscepticisme, etc.) avaient diffusé dans toutes les droites, un peu comme si s'était constitué un argumentaire radical identique aux droites de tous les pays, argumentaire qui avait par là même favorisé l'essor d'une droite globale relativement unifiée, allant de l'extrême droite fasciste à la droite autrefois plus libérale (au sens ancien du terme). Ce qui unifie cette droite globale, c'est la lutte contre l'égalité des classes, des races, des genres. La lutte quelle mène contre l'école publique issue des Lumières est une lutte contre l'égalité.

REPOD: Quels sont les défis à relever par le monde universitaire, les mouvements sociaux et syndicaux pour réfléchir à la construction d'alternatives effectives face au néolibéralisme, compte tenu de son caractère plastique et pluriel d'austérité fiscale et de dictature des marchés?

Laval: On pourrait espérer que naisse ou renaiss son équivalent, un mouvement global dont l'axe central et unificateur serait la lutte pour l'égalité sous toutes ses formes et dans tous les domaines. D'ores et déjà, dans chaque pays, il faudrait arriver à concilier culturellement et à coordonner pratiquement les différentes luttes pour l'égalité, surmonter les barrières qui peuvent exister entre les mouvements syndicaux traditionnels, les nouveaux mouvements sociaux, les combats écologiques et féministes. Je reprends volontiers à Félix Guattari cette idée qu'il faut transversaliser les luttes, ce qui signifie que chacune doit intégrer en son sein les points de vue et les problématiques des autres. J'agis par exemple de mon côté pour que le syndicalisme enseignant devienne féministe et écologiste, qu'il intègre dans sa culture et dans son fonctionnement, dans ses thématiques et ses revendications, les dimensions féministes et écologistes. Ce qui signifie aussi, de l'autre côté, que les mouvements féministes et écologistes doivent mieux intégrer la dimension de la lutte syndicale, de la justice sociale en leur sein. Cette grande coalition des mouvements pour l'égalité et la justice ne concerne pas uniquement les partis, elle concerne surtout les mouvements et associations civiques et sociales qui ont un rôle immense à jouer dans la démocratisation de la société et des institutions. Il ne faut pas oublier que «la crise de la démocratie» comme on dit aujourd'hui est la crise d'un système politique oligarchique dans lequel les citoyens n'ont plus confiance, par lequel ils se sentent exclus et méprisés. La lutte générale pour l'égalité concerne également les rapports entre le système politique et les citoyens. Enfin, dernier point, la communication est très difficile à établir entre les dominés de différents pays. Et la grande vague nationaliste que nous connaissons en ce moment n'arrange pas les choses. Les oligarchies dominantes, elles, sont beaucoup plus cosmopolites que les peuples. L'altermondialisme a été une première tentative, il faut continuer d'aller dans cette direction. Il y a beaucoup de travail à faire.

REPOD: Et quant à l'institution scolaire? Quel est le rôle de l'école dans le processus de production de subjectivités visant à la rationalité politique de la logique néolibérale contemporaine? Existe-t-il des possibilités de construire une contre-hégémonie face à ce processus?

Laval: Pour ce qui est de l'école, je crois qu'il faut combiner maintenant deux logiques, la résistance et le projet. La logique de la résistance à la transformation néolibérale de l'école et aux régressions obscurantistes, autoritaires et néofascistes est indispensable, à tous les niveaux, individuel et surtout collectif. Je rappelle souvent aux enseignants que

je rencontre le conseil de Célestin Freinet: «ne restez pas seuls», ce qui veut dire: «faites ou refaites du collectif», «regroupez vous, défendez vous collectivement». La meilleure façon de résister c'est l'intelligence collective. Ce n'est pas facile en milieu enseignant, surtout dans l'enseignement supérieur. L'individualisme, la rivalité, les luttes d'intérêt y sont très présents et très puissants. Les enseignants doivent, tout à l'inverse de ces comportements, développer la coopération entre eux. Je suis un chaud partisan du coopérativisme pédagogique. Je ne conçois pas autrement les rapports entre élèves. Pourquoi ne pas développer systématiquement aussi la coopération entre enseignants? Cette intelligence collective doit porter sur l'analyse des transformations et sur le diagnostic des maux qu'elles génèrent. Mais elle doit aussi s'appliquer sur l'élaboration des alternatives. C'est ce que j'appelle la logique du projet. Il ne faut pas se limiter à la posture défensive, à la lutte de résistance, il faut ouvrir des perspectives vers une autre éducation possible, vers une éducation démocratique pour une autre société, pour un autre monde. Il faut repenser tout ce que devrait être une école qui serait adaptée à une société égalitaire et écologiste. C'est par l'imagination que l'on crée de nouvelles institutions. Il faut imaginer dès maintenant ce que devrait être une école dont la finalité serait d'éduquer des citoyens suffisamment formés éthiquement et équipés intellectuellement pour affronter les défis globaux qui vont se poser dans dix ou quinze ans, quand les enfants et les adolescents d'aujourd'hui seront en charge de la société et du monde. Mais il ne suffit pas d'imaginer, il faut s'efforcer même très modestement de mettre en oeuvre des pratiques «altératrices», «préfiguratives» ou «utopiques», peu importe le terme – je les utilise tous les trois – qui prépare l'école démocratique de demain. Les enseignants progressistes ne doivent pas se voir seulement comme des «résistants», ils doivent aussi se voir comme des «précurseurs», des «préfigureurs».

REPOD: Votre livre «Éducation démocratique» paraîtra prochainement au Brésil, aux éditions Elefante. Quels éléments majeurs pourriez-vous souligner aux lecteurs brésiliens à propos de cette nouvelle publication?

Laval: Le livre *Éducation démocratique* que j'ai rédigé avec Francis Vergne, un ami syndicaliste, psychologue spécialisé dans les questions scolaires, vient de paraître en France. Il n'a pas encore trouvé d'éditeur au Brésil, mais j'espère qu'il en trouvera un prochainement. L'idée du livre est justement d'inventer un nouveau modèle d'école, de façon synthétique, à partir des nombreux savoirs et des multiples expériences qui permettent de penser les conditions d'un système éducatif réellement démocratique. Il ne s'agit pas d'un projet entièrement nouveau, il s'inspire en les discutant des grands pionniers de la réflexion sur l'éducation démocratique, Condorcet, Jaurès, Gramsci, Freinet, Freire, Dewey, et de quelques autres. De Dewey nous retenons l'idée d'un expérimentalisme démocratique. Personne n'a les solutions parfaites, c'est l'intelligence du milieu organisé démocratiquement qui peut les promouvoir pratiquement. Nous entendons aussi que l'école doit être redéfini comme le lieu d'un apprentissage de la démocratie, d'une expérience de la démocratie. L'autre grand axe du livre consiste à critiquer le «scolarisme», l'idéologie illusoire qui consiste à penser que l'on pourrait construire une éducation entièrement démocratique dans une société inégalitaire, hiérarchique, divisée entre riches et pauvres, dominants et dominés. La lutte pour l'égalité doit être globale, il ne peut pas y avoir d'école juste dans une société injuste. En ce sens, la question scolaire reste une question sociale et politique. Il faut donc tenir les deux bouts de la corde : développer une micropolitique démocratique à l'échelle de la classe et de l'école, et ce dès maintenant, et se battre pour une égalisation sociale à l'échelle de la société. Entre les deux bouts, entre le micro et le macro, il y a tout l'espace pour une «mésopolitique éducative», une politique du milieu qui consiste à agir sur le cadre social, économique et culturel de l'élève et de l'étudiant.

Imaginer une école pour la démocratie, faite pour la démocratie, préparant aux pratiques et institutions de l'autogouvernement par le peuple, voilà le sens de ce livre. La recette n'est pas dans les livres, il faut l'inventer. La démocratie à venir, celle que nous espérons et pour laquelle nous nous battons, sera confrontée à de redoutables défis, notamment la crise climatique. Comment y préparer les citoyens de demain? Nous tentons de composer une image systémique de l'éducation démocratique en combinant cinq principes interdépendants.

Le premier concerne la condition primordiale de l'éducation démocratique: la liberté de penser, dont la traduction institutionnelle s'appelle "les libertés académiques". L'école doit être entièrement émancipée des puissances qui ont jusqu'à présent cherché à la soumettre et à l'instrumentaliser, qu'il s'agisse des religions, des gouvernements, des entreprises capitalistes. En ce sens, toute l'éducation, depuis la maternelle jusqu'à l'université, doit être régie par la règle absolue de la liberté de l'esprit, condition de toute connaissance rationnelle, et pour ce faire, elle doit être intégrée dans une institution indépendante des pouvoirs que nous appelons l'Université démocratique.

Le deuxième principe est la recherche de l'égalité dans l'accès à la culture et à la connaissance. Il ne suffit pas de déclarer rhétoriquement un tel objectif, il s'agit d'en penser les conditions concrètes et de s'en donner les moyens réels. La littérature sur le sujet est immense et donne le sentiment que tout et son contraire ont déjà été dits et expérimentés. Il convient d'articuler deux luttes pour l'égalité, une lutte interne aux institutions, une lutte externe qui concerne toute la société. Comment faire croire encore à l'égalisation des chances scolaires sans un bouleversement de la division du travail et de la répartition du pouvoir dans la société? Mais cela n'empêche pas de se demander ce que l'éducation peut pour l'égalité aujourd'hui.

Le troisième principe concerne la mise en oeuvre d'une culture commune. Pour les conservateurs, l'institution scolaire devrait essentiellement préparer à des carrières professionnelles et à des positions sociales fortement différenciées. Dans la perspective d'une éducation démocratique, l'accès à une véritable culture commune de haut niveau est un objectif politique qui doit orienter dès maintenant les pratiques d'enseignement, parfois en dépit des programmes officiels.

Le quatrième principe concerne la définition d'une pédagogie institutive. Là encore on peut avoir le sentiment que depuis au moins deux siècles la critique a été faite des vieilles méthodes oppressives de l'école traditionnelle. Mais si une pédagogie démocratique ne peut être isolée des objectifs d'égalité sociale et des objectifs culturels de l'école commune, elle ne peut être séparée de l'objectif de l'autogouvernement populaire. Il nous faut donc mettre en avant ce qui est authentiquement démocratique dans la tradition des grandes pédagogies alternatives, et précisément ce qui relève de la coopération active des élèves dans leur apprentissage.

Le cinquième principe concerne l'autogouvernement de l'institution scolaire elle-même. Tout établissement scolaire doit être régi par des principes réellement démocratiques, à rebours du renforcement actuel de la hiérarchie et de la bureaucratie centrale. Dans le cadre de lois générales et d'une politique générale visant la réalisation des principes précédents, le gouvernement de l'établissement doit être confié à une structure collégiale des personnels, des usagers de l'école, et des citoyens concernés par la question éducative. Cet autogouvernement des établissements doit lui-même s'intégrer dans le cadre fédératif de l'Université démocratique, institution protectrice des libertés académiques et garante de l'égalité réelle devant l'éducation qui comprend tous les enseignants, des niveaux élémentaires jusqu'à l'enseignement supérieur.